



SUD éducation Alsace

c/o Solidaires - Maison des Syndicats

1 rue Sédillot - 67000 Strasbourg

03 67 15 28 80

sudeducalsace@orange.fr - <http://sudeducalsace.info/>

Déclaration liminaire du syndicat SUD EDUCATION ALSACE aux FPMA des 15 et 16 juin 2015

Monsieur Le Recteur, Madame Le Secrétaire Général, Monsieur Le Secrétaire Général Adjoint, Madame la Directrice des Personnels Enseignants, Monsieur Le Proviseur du Lycée Kléber, Mesdames et Messieurs Les membres de la FPMA

Avant toute chose SUD EDUCATION ALSACE souhaiterait vous rassurer : le Grand Soir n'est pas encore arrivé ! SUD EDUCATION ALSACE n'a pas obtenu à l'issue des élections professionnelles la majorité des élus dans l'ensemble des CAPA de l'Académie de Strasbourg et l'éclair de lucidité des collègues, qui lorsqu'il aura lieu, les conduira à nous donner à la fois majorité des voix et des élus, ne s'est pas encore produit. Pour reprendre la vieille antienne papale, et je vous assure que c'est bien l'unique fois que SUD EDUCATION ALSACE citera le pape dans une liminaire, « n'ayez pas peur ! ». Dans un tel contexte, les efforts déployés ces dernières semaines pour, de fait, empêcher les interventions de l'unique commissaire paritaire certifiés SUD EDUCATION ALSACE à ces FPMA ou au gt barème apparaissent, vous en conviendrez, comme quelque peu « surdimensionnés ». Nous ne reviendrons pas sur les détails ils sont connus mais ces procédés, qui en droit du travail relèveraient du délit d'entrave, sont intolérables, n'ont pas atteint leur but et ne sauraient perdurer. Lors de l'installation de la CAPA des certifiés, SUD EDUCATION ALSACE avait fait remarquer et noter au PV que l'un de ses deux commissaires paritaires était le seul parmi tous les commissaires paritaires de la CAPA des certifiés à devoir siéger face à ses deux supérieurs hiérarchiques directs, son chef d'établissement et son inspecteur. En considérant les événements auxquels nous faisons référence, SUD EDUCATION ALSACE estime que cela ne peut être le fruit du seul hasard et que cela ne peut rester en l'état.

Mais encore une fois rassurez vous : malgré toutes ces péripéties SUD EDUCATION ALSACE a procédé aux divers contrôles des opérations de mutation, a examiné les propositions faites par les services de la DPE, qu'elle remercie ici encore pour la qualité et la rapidité de ses réponses, et présentera les siennes.

Puisque la FPMA va statuer sur l'affectation des collègues en établissements SUD EDUCATION ALSACE souhaiterait évoquer trois aspects de leur future vie dans ceux-ci :

- **les nouvelles obligations de service** : un gt sur ce sujet a été organisé, auquel, en dépit de sa thématique, SUD EDUCATION ALSACE, malgré deux demandes formulées en ce sens, n'a pas été invité (les collègues informés ont apprécié que des représentants du plus grand corps des enseignants du second degré ne soient pas jugés dignes de participer à un gt les concernant d'aussi près). SUD EDUCATION ALSACE redit ici tout le mal qu'il pense des nouveaux décrets sur les ORS, qui visent à rendre l'ensemble des enseignants du secondaire corvéables à merci et des décrets IMP dont le but principal est de créer une hiérarchie intermédiaire dévouée aux chefs d'établissement et de diviser les collègues. Nous souhaiterions en outre obtenir la réponse à la question suivante : les services juridiques du Rectorat sont-ils dans le vrai, lorsque répondant à une question posée par un personnel de direction ils indiquent que « " Les enseignants en fonction de leur grade doivent assurer un certain nombre d'heures de cours par semaine (15h pour agrégés et 18h certifiés). Mais, ils doivent, comme tout fonctionnaire, travailler 35h par semaine » ? Enfin nous souhaiterions aussi savoir sur quels textes M Le Recteur se fonde pour « flécher » la plupart des IMP notamment celles concernant les référents pour les usages pédagogiques numériques alors que la circulaire et le décret IMP se veulent favoriser l'« autonomie » des établissements.

- **Les méthodes managériales à l'œuvre dans les établissements, principalement en collège, prioritairement en Éducation Prioritaire :** consultation des dossiers administratifs des collègues par les chefs d'établissement, repérage et fléchages des « collègues à problèmes », incursions répétées de chefs d'établissement dans les salles de classe à tous propos, pendant et à la fin des cours de ces collègues « repérés et fléchés », mise en cause publique de la manière de servir des enseignants, en conseil de classe, en conseil pédagogique et même en conseil d'administration par des chefs d'établissement, renvoi systématique à de supposées insuffisances professionnelles ou personnelles quand des collègues ont l'audace de signaler des comportements déviants d'élèves non traités ou traités de manière non appropriée par des chefs d'établissement ou un absentéisme récurrent , absence de registre de santé et sécurité au travail dans des établissements, convocation par l'Isst, sur demande du chef d'établissement, des collègues ayant l'audace de le remplir lorsque celui-ci existe, mise au pilori public d'un collègue sur la simple « dénonciation » d'élèves, menaces de convoquer une inspection formulée en « rétorsion » à l'action d'un délégué syndical par une chargée de mission d'inspection, signalements de collègues au rectorat effectués par des rapports indigents de chefs d'établissement, collecte des cahiers et supports de cours par des chefs d'établissement auprès des élèves à la sortie des cours, parents d'élèves pouvant pénétrer dans les établissements et « attendre » le professeur devant sa salle de cours pour en « découdre », instrumentalisation de certaines missions des EMS au fin de surveillance de collègues « en difficulté » dans leur classe : la liste est longue des dérives « managériales » à l'œuvre qui sont rapportées par les collègues à notre modeste structure. Même à notre échelle nous ne pouvons que constater que loin d'être des exceptions, ces pratiques font système. Outre être totalement contre productives et néfastes pour le service public de l'Éducation nationale, elles sont à l'origine d'une souffrance importante d'une partie toujours plus importante des collègues, générant des problèmes de santé physique et mentale toujours plus envahissants et SUD EDUCATION ALSACE aurait même tendance à considérer que nous ne sommes pas loin, en Alsace comme ailleurs, de nous trouver face à un phénomène quasi identique à celui qui s'est déroulé chez France Télécom. Le harcèlement moral ne cesse de croître dans les établissements du secondaire et nous souhaiterions qu'à l'instar de la courageuse décision d'un procureur du nord de la France, qui a, en matière de violence conjugale, considéré qu'il n'était plus possible de demander au conjoint battu de quitter le domicile mais qu'il convenait à l'agresseur de partir, l'Académie de Strasbourg, par l'action de son Recteur, décide qu'en cas de harcèlement moral avéré, ce n'était plus au collègue victime de devoir demander sa mutation mais à l'auteur présumé du harcèlement moral, fut il chef d'établissement.
- **la réforme du collège :** au lendemain de la grève du mardi 19 mai et malgré la forte mobilisation, le Ministère a décidé, au mépris des personnels, de publier le décret d'application. La réforme sera donc mise en place contre les personnels. Il paraît pourtant évident que cette réforme, élaborée à la va-vite, n'utilise un vernis pédagogique que pour cacher des économies de moyen. Par ailleurs, ledit vernis, incarné principalement par les EPI, ne pourra que désorganiser les collèges, renforcer encore le pouvoir du chef d'établissement à travers l'instance fantoche qu'est le conseil pédagogique, augmenter la charge de travail des enseignants tout ça pour que l'acquisition des notions de bases par les élèves soit encore fragilisée. C'est pourquoi nous refusons la mise en place d'une réforme qui ne profitera qu'aux chefs d'établissement et aggravera les conditions de travail des enseignants ainsi que les difficultés des élèves. Avec la majorité des syndicats, SUD EDUCATION continue à demander l'abrogation des décrets et appelle les enseignants à se réunir en assemblée générale d'établissement dès la rentrée pour définir des stratégies pour contrer la mise en place de cette réforme.